

somme de six millions de dollars que nous avons d'ailleurs investis dans Canfarm. Qui s'est montré intéressé par notre proposition? Ce service est unique, il n'a pas d'égal, mais ni les associations agricoles de l'Ontario, ni le ministère de l'Agriculture de cette province n'en ont été emballés. S'ils voulaient participer à ce programme, il leur serait certainement facile de trouver 5,000 nouveaux membres dans l'Ontario.

Le député a signalé le problème des agriculteurs qui n'ont pas été payés pour le foin qu'ils ont livré au Manitoba. C'est une entente que le Manitoba avait conclue. Nous avons convenu de partager en trois les frais de transport entre le gouvernement fédéral, le Manitoba, et les sociétés ferroviaires. Nous n'avons pas utilisé tous les crédits que nous avions affectés à ce programme, car il a commencé à pleuvoir et les agriculteurs n'ont pas eu besoin d'autant de foin de l'Ontario qu'ils pensaient.

Je conviens avec le député que les agriculteurs ontariens ont réellement collaboré; ils se sont présentés en disant: «Nous avons tant de balles de foin dont nous n'avons pas besoin, car notre récolte est importante», et ils les ont mises à la disposition des autres à des prix très raisonnables. Certaines personnes avaient du mal à croire que le foin se vendait aussi bon marché. Elles n'ont pas essayé de profiter de la situation dramatique due à la sécheresse. Si quelqu'un n'a pas payé, je vais en parler avec mon homologue du Manitoba, mais c'est la première fois qu'on me signale un tel problème. Le député a parlé de l'unité dans le pays. L'un des députés qui a pris la parole hier soir a fait une démarche en signalant que certaines personnes, à la Conférence sur les perspectives de l'Ouest, lui avaient fait part de leurs préoccupations. Mais j'aimerais dire au député que c'est l'une des réunions les plus constructives que nous ayons jamais tenues et l'une de celles qui ont eu la plus grande audience. Je le répète, les dirigeants agricoles, à l'échelle nationale, provinciale et régionale, étaient tous là. Il y avait des représentants du secteur privé, de la Chambre canadienne de commerce et d'autres organismes para-agricoles. De l'avis de tous, ce fut une réunion très positive. Je ne puis dire qu'ils aient explosé de joie, mais ils semblaient contents de la situation économique de l'agriculture au Canada et des programmes que nous avons instaurés. Je défie le député de trouver ailleurs dans le monde de meilleurs programmes qui permettent aux agriculteurs de gérer leurs propres affaires. Aucun autre pays ne permet à ses agriculteurs de gérer leurs affaires comme nous le faisons au Canada. Il est entendu que nous devons travailler en collaboration avec les provinces et entretenir d'étroites relations de travail avec elles. Je signale au député que ce n'est pas nous qui créons la désunion, ce n'est ni le ministère de l'Agriculture ni le gouvernement actuel. Je lui demande de vérifier certaines observations que font les députés de l'autre côté de la Chambre en parlant de séparatisme et de ce genre de choses. Le député constatera que les représentants du secteur agricole d'une côte à l'autre sont prêts à partager tout ce qui pousse sur nos terres. C'est dans le cadre de ces relations de travail et par nos offices nationaux de commercialisation que nous atteignons le véritable idéal de la Confédération et de l'unité.

● (2020)

[Français]

**Mme Côté:** Monsieur le président, je suis très heureuse de m'associer ce soir à la Chambre des communes réunie en

### Subsides

comité plénier pour parler de l'importante question de l'agriculture. On me permettra aussi de remercier le ministre ainsi que les fonctionnaires de son ministère d'être présents pour nous aider dans notre réflexion à ce sujet. Parler d'agriculture, monsieur le président, je pense que c'est parler de vie. Si nous n'avions le bonheur d'avoir des agriculteurs, des fermiers, des producteurs agricoles aussi efficaces que ceux que nous avons au Canada, je pense que chacun de nous se porterait peut-être beaucoup moins bien.

Il faut dire que de tout temps et depuis certaines années, depuis les quelques dernières années en particulier, le ministère de l'Agriculture s'est préoccupé d'offrir aux producteurs agricoles des programmes qui répondent bien à leurs besoins et qui leur permettent de réaliser des performances exceptionnelles dans le domaine de l'agriculture. Et à ce sujet, qu'il suffise de rappeler que l'efficacité des interventions gouvernementales auprès des producteurs a permis à ceux-ci d'atteindre des sommets. Si on prend la peine de noter qu'au cours des années 1970 les revenus agricoles en espèces ont connu une hausse formidable, on constatera que le revenu agricole net est passé d'un peu plus d'un milliard de dollars en 1970 à 4,1 milliards en 1979.

Et les exploitations canadiennes sont devenues les plus efficaces et les plus productives. Le Canada possède seulement 3 p. 100 des superficies agricoles mondiales, on l'a déjà indiqué, mais je pense qu'il faut le souligner. Et pourtant le Canada fournit une portion considérable de la production alimentaire mondiale, jusqu'à 6 p. 100 du blé et de l'orge, 12 p. 100 de l'avoine, 17 p. 100 du lait, 2 p. 100 des produits carniers et laitiers. Le Canada exporte également plus de 70 p. 100 de sa production céréalière, ce qui est un sommet dans le monde. Et entre 1975 et 1978, la productivité des agriculteurs était presque le double de celle des travailleurs dans d'autres secteurs industriels. Bref, la collectivité agricole doit être enviée tant chez nous qu'à l'étranger.

Monsieur le président, vous me permettrez de souligner que je représente une circonscription essentiellement rurale, la circonscription de Rimouski et du Témiscouata. Chez nous, des producteurs travaillent sans compter à l'amélioration de leurs produits afin de répondre mieux aux critères de qualité d'Agriculture Canada. Chez nous des producteurs font même des expériences grâce au programme spécifique d'Agriculture Canada. A Saint-Benoit de Packington, par exemple, dans le territoire de Témiscouata, une coopérative agricole a été mise sur pied pour la culture des choux-fleurs, des laitues chinoises, et ce programme fonctionne très bien. Je pense que ce sont des expériences de ce genre-là qui permettront à l'agriculture régionale, si on me permet l'expression, de se développer en harmonie avec son territoire.

Je ne pense pas et je ne voudrais pas donner à la Chambre l'impression que je suis une spécialiste de la question, au contraire, malgré le fait que j'aie été élevée sur une ferme, mon père ayant été fermier pendant 50 ans et ayant vécu toutes les vicissitudes de l'industrie laitière depuis 1940 jusqu'au début des laiteries actuelles de pasteurisation et de cueillette tellement sophistiquée de tout le réseau de l'industrie laitière, on comprendra qu'étant donné l'évolution, surtout dans l'industrie laitière, je me permettrai de féliciter le ministère de l'Agriculture et son ministre de leur aide extrêmement personnalisée, si je peux dire, pour répondre aux besoins des producteurs de lait.